



Communiqué de presse du SNMSU-UNSA Éducation du 16 septembre 2020

Les médecins scolaires en pleine seconde vague de COVID disent stop !

Depuis le 16 mars 2020, tous les médecins de l'éducation nationale sont fortement mobilisés dans la lutte contre l'épidémie de COVID-19 en milieu scolaire et hors les murs ; semaine et week-end, sous forme d'astreintes, assurées surtout par leurs responsables départementaux et rectoraux ... qui attendent pour la majorité d'être rémunérés !

Depuis deux semaines, tous les élèves sont revenus à l'école comme souhaité par Jean-Michel Blanquer et force est de constater que le ministère de l'éducation nationale a mal préparé cette rentrée sur le plan sanitaire et n'a pas tiré d'enseignement de la première vague. Protocole sanitaire minimaliste, pas d'organisation de la collaboration des services médical et infirmier, des annonces médiatiques des décisions prises par le ministère de la Santé sans protocole formalisé pour les personnels de santé de l'éducation nationale, engendrent des dysfonctionnements décisionnels.

La seconde vague, concomitante de la rentrée scolaire, était tout à fait prévisible. Pour les médecins de l'éducation, la gestion de cette seconde vague est très lourde, car il leur faut gérer des élèves qui reviennent de deux mois de congés d'été, et non de deux mois de confinement comme au printemps dernier. Les élèves suspects ou cas confirmés de COVID-19 sont légions, la gestion des enquêtes cas contacts avec transmission des informations aux ARS est très chronophage. De plus, les ARS, les CPAM, les laboratoires sont débordés ce qui entraîne des délais d'application au sein des collectivités. Dans les départements très déficitaires en médecins et à forte circulation virale, les médecins de l'éducation nationale déjà surchargés n'arrivent plus eux aussi à répondre à la demande. Et la cerise sur le gâteau : le 14 septembre, sur pression des ARS et des CPAM, notre ministre a envoyé une lettre à tous les recteurs qui leur donne la possibilité de mobiliser tous les médecins de l'éducation nationale pour des astreintes de week-end.

Non, M. le Ministre, les médecins de l'éducation nationale, qui sont moins de 800 pour 12,5 millions d'élèves et dont vous ignorez la situation alarmante depuis des années malgré les différents rapports, ne sont pas en capacité d'assurer les missions de veille sanitaire qui relèvent des compétences de l'ARS et des CPAM.

Non, M. le Ministre, les médecins de l'éducation nationale ne se substitueront pas à l'autorité sanitaire ARS, notamment pour des astreintes de week-end.

La crise sanitaire témoigne d'un besoin en médecins de l'éducation nationale, le SNMSU-UNSA Éducation demande une nouvelle fois une véritable politique d'attractivité, autre que le silence et de vagues promesses.

Le Bureau national du SNMSU-UNSA Éducation